

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 23 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPREMA

ZONE INDUSTRIELLE LES MANTEAUX
89330 SAINT-JULIEN-DU-SAULT

Références : 230037
Code AIOT : 0005401244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement SOPREMA, implanté ZI Les Manteaux - 89330 SAINT-JULIEN-DU-SAULT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection dans le cadre de l'action nationale sous-traitance Seveso.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPREMA
- ZI Les Manteaux - 89330 SAINT-JULIEN-DU-SAULT
- Code AIOT : 0005401244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de panneaux d'isolation à base de mousse de polyuréthane. Il est classé Seveso seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AN 2022 Sous-traitance Seveso

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
2	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
4	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité majeure. Il est cependant demandé par lettre préfectorale (dont le présent rapport tient lieu) de se doter d'une procédure pour gérer les opérations de maintenance sur la zone pentane, dont l'exploitant reste responsable même s'il fait appel à un sous-traitant qualifié. Cette demande purement documentaire ne donne pas à ce stade lieu à mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – Liste sous-traitants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose de la liste du personnel présent sur site faisant apparaître leur « mission » validée par le personnel de l'exploitant.</p> <p>De façon exceptionnelle (l'inspecteur n'a jamais été confronté à ce problème sur ses visites ultérieures), suite à un problème informatique le jour-même (indisponibilité du logiciel) sur la borne accès liée au logiciel StackR, le jour de l'inspection, ce contrôle d'accès se faisait de façon manuelle.</p> <p>L'exploitant a présenté l'extraction du 27/10/2022 qui donne la liste des entreprises présentes et des intervenants pour chaque entreprise.</p> <p>L'Inspection s'est rendue au local de la cuve polyol dans le bâtiment 4, en présence du sous-traitant JOUSSOT chargé de travaux de modification de tuyauterie, dont du meulage.</p> <p>Cette intervention est cadrée par le plan de prévention du 20 septembre 2022 (et par le permis de feu du 8 novembre 2022), qui prévoit 4 personnes maximum en simultané, parmi 6 signataires. 3 étaient présentes le jour de l'inspection.</p> <p>Le prestataire confirme avoir réalisé une visite préalable où les risques ont été présentés.</p> <p>Le prestataire a été capable de lister les principaux risques liés à l'intervention, ainsi que les mesures à prendre en cas de problème : alerter du personnel SOPREMA (soit un employé dans le bâtiment 4 chargé du ménage, soit une personne du bâtiment voisin, sinon par téléphone au numéro de sécurité qui figure sur le plan de prévention).</p> <p>Un autre prestataire de la société RETROFIT (travaux d'électricité au bâtiment 11) avait bien fait l'objet d'un plan de prévention et avait fourni son habilitation électrique à jour.</p>
Observations : Des travaux par point chaud (comme ceux de l'entreprise JOUSSOT) pourraient utilement se faire sous la supervision d'un salarié SOPREMA dédié à cette tâche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Plan formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Constats : Un plan de prévention (PdP) doit être fait pour les travaux listés dans l'arrêté du 19 mars 1993 (Article R.4512-7) ou si l'opération représente une durée totale de travail supérieure à 400 heures sur une période égale ou plus de 12 mois (continus ou discontinus). Lors d'une intervention, l'entreprise extérieure et l'exploitant procèdent à une analyse commune des risques tenant compte des éventuelles co-activités. Le PdP doit être réalisé à l'issue d'une visite préalable à laquelle participent toutes les entreprises extérieures intervenantes. Il est signé par la personne (de l'entreprise extérieure) qui intervient.</p> <p>Le PdP semble très axé code du travail, les risques liés au statut Seveso sont plus présents dans le « Carnet d'accueil Sécurité et Environnement » (obligatoire pour les sites Soprema classés Seveso seuil haut) qui fait 14 pages.</p> <p>Il comporte un plan du site avec la zone d'évacuation, une présentation du site et des dangers, des consignes générales de sécurité, issues de la procédure ORG7072, dont l'interdiction de fumer (mais pas d'interdiction explicite des travaux par point chaud hors permis de feu), le rappel des EPI nécessaires, les risques spécifiques, notamment liés au pentane et les consignes à tenir en cas d'accident/incident : de façon systématique : prévenir le chef équipe de l'exploitant.</p> <p>La formation est réalisée, soit lors de la visite préalable, soit lors des travaux (selon notamment la distance et le type de travaux à effectuer). La commande de prestation est réalisée par un chargé d'affaires qui établit le PdP (qui est donc lié à une prestation donnée sur un atelier donné), avec un plan annexé au PdP faisant figurer le lieu d'intervention. Ces plans de prévention sont parfois trop génériques (le lieu d'intervention étant Saint-Julien-du-Sault par exemple, devrait être précisé au niveau d'un atelier...).</p> <p>La note ORG7072 de mai 2014 fait 4 pages et rappelle les risques spécifiques avec des annexes spécifiques par atelier ou type de mission. Elle contient notamment une Annexe 5 sur la maintenance (interne) et une Annexe 6 sur les risques chimiques avec un rappel des dangers.</p> <p>L'exploitant dispose de l'ensemble des plans de prévention pour les sous-traitants (hors transporteurs qui restent sur certaines parties prédéfinies du site) susceptibles d'intervenir sur site. En 2022, au jour de l'inspection, 45 plans avaient été établis.</p> <p>Le modèle de permis de feu a été présenté. Il doit être renouvelé chaque fois qu'un changement intervient (d'intervenants, d'environnement...) et sa validité est de 24 h maximum.</p> <p>Il prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Avant le travail : une analyse des risques au moyen d'une grille-type, validée par 4 personnes différentes. -Pendant le travail : une surveillance. -Après le travail : 2 surveillances : juste après les travaux et 2 heures après : « Maintenir une surveillance rigoureuse suffisante après la cessation du travail », avec à chaque fois le visa (avec date et heure) de la personne qui effectue la surveillance.

L'exploitant précise que de plus, un contrôle journalier des installations est réalisé par les électromécaniciens.

La formation à l'utilisation des moyens de secours a été vue lors d'une autre inspection.

Observations : Il serait souhaitable que l'exploitant explicite la demande d'un contrôle en plus du maintien de la surveillance dans la durée dans le cadre du suivi des permis de feu 2vh après les travaux.

L'examen du permis de feu du 7 novembre 2022 et les échanges avec les opérateurs confirment que 2 contrôles sont bien réalisés. Il convient de revoir la rédaction pour être plus explicite sur la différence entre contrôle et surveillance.

Il convient que l'exploitant soit plus explicite en distinguant bien l'interdiction de fumer (risque sanitaire) et l'interdiction des travaux par point chaud hors permis de feu (risque d'incendie/explosion), le seul rappel d'une interdiction de fumer (symbole cigarette barrée) n'est pas suffisant.

Il convient que l'exploitant revoie le formulaire de signature du tableau final du PdP :

« Il est formellement interdit de commencer le travail sans avoir la validation des différentes personnes ci-dessous [exploitant et entreprise extérieure] concernées par les travaux avec l'application des moyens de prévention et des mises en sécurité » de façon à ce qu'il corresponde à ce qui est fait en pratique :

il est aussi signé par les opérateurs de l'entreprise extérieure, et peut n'être signé que par une seule personne de l'exploitant, ce qui ne semble pas prévu dans la rédaction actuelle. Il convient que les personnes désignées dans le tableau signent effectivement le PdP.

La formation des valideurs sur les risques repose sur les connaissances initiales et professionnelles, il serait pertinent que l'exploitant formalise dans ses procédures cette formation. Une formation est prévue en 2023 sur la rédaction des PdP, ainsi qu'une formation plan de prévention / risques pour 5 salariés prévue en 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – Procédures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de procédure pour les interventions (notamment la maintenance) sur la zone pentane (présentant le risque majeur du site), c'est le prestataire CREALIS qui gère ces interventions car il est reconnu par l'exploitant comme étant le « sachant » sur le plan technique car il a mis en place les installations.</p> <p>Il en est de même pour le sprinklage avec le prestataire UXELLO.</p> <p>L'Inspection souligne que le cas du pentane est bien plus gênant car les installations ne sont pas courantes, contrairement au sprinklage. Il est nécessaire que l'exploitant dispose d'une procédure (et d'une certaine maîtrise technique de l'installation) car c'est l'exploitant qui est responsable de la sécurité des installations.</p> <p>Cela constitue une non-conformité.</p> <p>Le rapport de contrôle du S1 2022 par CREALIS (32 pages avec photos), décline bien les opérations à réaliser mais fait mention de nombreux points de contrôle sommairement résumés « check complet ».</p> <p>L'exploitant indique que la maintenance de la machine d'injection de pentane se fait de façon préventive 1 fois par mois avec la machine à l'arrêt, cette opération est suivie par le responsable maintenance et méthode.</p> <p>L'exploitant reconnaît avoir des manques sur ce sujet. L'exploitant indique avoir prévu de monter en compétences internes en diminuant le recours à la sous-traitance (au profit de salariés SOPREMA) en renforçant le nombre de postes supports techniques qui devraient passer de 15 à 19. Il indique avoir recruté un responsable et un technicien méthodes de maintenance, plus un alternant pour travailler sur ce sujet de procédures. L'exploitant a présenté un projet de gamme de maintenance pour la « housseuse TMS » avec un mode opératoire du contrôle à réaliser, avec un volet sécurité prévu (mesures de prévention, consignation...).</p> <p>Observations : Il serait pertinent que l'exploitant récupère les fiches de contrôle liées aux « check » de la société CREALIS, ce qui lui permettrait de mieux maîtriser ces opérations de maintenance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Les consignes pour le personnel extérieur figurent dans le livret d'accueil. La principale action est de se rassembler au point d'accueil. La vérification de la présence de tous le personnel extérieur est réalisée par l'exploitant (responsable des travaux). En cas de déclenchement du POI en phase de travaux, les sous-traitants évacuent comme le reste du personnel de l'exploitant. (Le POI est en cours de refonte et devrait être finalisé en mars 2023. A ce titre, l'Inspection rappelle l'importance de respecter l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 <i>relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement</i> , modifié le 28 février 2022, et notamment son article 5 et son annexe V.)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet